

25LM256/  
(1944-1954)<sup>1</sup>

LETTRES A VALEURS

REGLEMENTAIRES

ML.

Paris, le 1er septembre 1944

LE DIRECTEUR GENERAL

D. 41420/7

P. 1112

Messieurs les Directeurs de l'Exploitation des Régions,  
Messieurs les Directeurs des Services Centraux,

A l'occasion de la libération de Paris, les sanctions disciplinaires encourues pour des faits postérieurs au 1er mai 1944 et antérieurs au 1er septembre 1944 seront annulées, à l'exception toutefois des sanctions s'appliquant à des fautes comportant l'intervention du Conseil de Discipline, à des fautes entachant l'honneur ou la probité, à des faits d'ivresse et aux faits donnant lieu à l'application de l'article 55 de la Convention Collective.

Les punitions déjà prononcées seront rayées des dossiers et n'auront pas de conséquences pécuniaires; les sommes qui auraient pu être retenues en application de ces punitions seront remboursées.

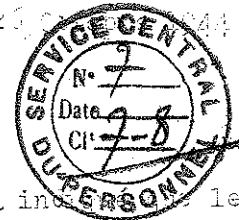
Le Directeur Général.



Paris, le 20 1944

DIRECTEUR GENERAL

Messieurs les Directeurs des Régions,



F 41410/7

F 1221

La note D. 41420/7, - P. 1112 du 1er septembre vous a indiqué que les sanctions disciplinaires énoncées pour des faits postérieurs au 1er mai 1944 et antérieurs au 1er septembre 1944 seront annulées, à l'exception toutefois des sanctions s'attachant à des fautes comportant l'intervention du Conseil de Discipline, à des fautes entachant l'honneur ou la probité, à des faits d'insubordination et aux faits donnant lieu à l'application de l'article 55 de la Convention Collective.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que j'ai décidé d'étendre le bénéfice de cette amnistie, sous les mêmes conditions et sous les mêmes réserves, aux fautes commises depuis l'amnistie, jusqu'au 1er septembre 1944.

L'amnistie entraînera le remboursement des sommes qui auront été retenues, en application des sanctions annulées.

o  
o o

Indépendamment de cette mesure générale d'amnistie, il y aura lieu de procéder à la révision des punitions, y compris révocations et radiations, prononcées pour des fautes commises postérieurement à l'Amnistie jusqu'au 1er septembre 1944, après avis du Conseil de Discipline et en vertu de l'art. 55 de la Convention Collective.

Les dossiers seront examinés dans chaque Région par une Commission régionale mixte, composée de 4 représentants du Personnel désignés par l'Union de la Région et de 5 représentants de la Région (un par Service) désignés par le Directeur et présidée par un Fonctionnaire Supérieur, désigné par le Directeur. Ce Fonctionnaire aura pour rôle de diriger le travail de la Commission, mais n'aura pas voix délibérative.

Ces Commissions auront, après examen de chaque dossier, à émettre un avis sur la punition à infliger en définitive à l'agent intéressé, en faisant connaître la répartition des voix; elles pourront se prononcer :

- soit pour le maintien de la punition infligée;
- soit pour la commutation de cette punition en une punition inférieure ou pour l'annulation totale de la punition.

Dans le cas où la Commission proposera la réintégration d'un agent révoqué ou rayé des cadres, elle aura à donner son avis sur les conditions de la réintégration, c'est-à-dire dans la même résidence ou dans une autre, avec le même grade ou un grade inférieur; à la même ancienneté dans l'échelon ou avec réattribution à une ancienneté inférieure.

Vous aurez, sur le vu de l'avis de la Commission, à prendre votre décision dans les mêmes conditions qu'après un avis du Conseil de Discipline, c'est-à-dire conformément à l'article 55 - § 3 - de la Convention Collective,

COPIE à Messieurs les Directeurs des Services Centraux,

COPIE à Monsieur LEROUX.



la décision proposée sera applicable de plein droit.

Poutefois, les réadmissions d'agents révoqués ou rayés des cadres ne seront au préalable soumises avec votre avis et celui de la Commission mixte.

Les cas dans lesquels vous estimeriez devoir, contre l'avis non unanime de la Commission, soit maintenir la sanction primitive, soit infliger une punition plus élevée que celle proposée par la Commission (ou par la majorité de la Commission), devront également n'être soumis.

La révision de la sanction n'aura, dans aucun cas, d'effet rétroactif au point de vue pécuniaire.

Si l'agent avait fait l'objet d'un déplacement par mesure disciplinaire et s'il est décidé d'annuler cette sanction ou d'y substituer une sanction moins élevée, l'agent sera avisé qu'il peut demander à revenir dans son ancienne résidence, et il lui sera donné satisfaction à l'occasion d'une vacance.

S'il est décidé de replacer dans son ancien grade un agent rétrogradé ou de le replacer dans un grade intermédiaire entre ceux qu'il avait avant et après sa rétrogradation, cette mesure n'aura pas d'effet rétroactif au point de vue pécuniaire; si cette mesure entraîne le changement de résidence de l'intéressé, il aura droit à l'allocation de changement de résidence attribuée en cas de mutation avec avancement.

Enfin, les agents révoqués ou rayés des cadres, réadmis, seront traités au point de vue de leur position en échelle et de leurs droits à la retraite, comme s'ils avaient été en position de disponibilité sans faculté de versements.

Le Directeur Général,  
GOURSAT.

LE GENERAL  
FRANCOIS EL

re Division

N° P. 1259

Paris, le 3 Novembre 1944.

Messieurs les Directeurs des Régions,  
Messieurs les Directeurs des Services Centraux.

Certains agents du cadre permanent ou auxiliaires ont dû cesser parairement leurs fonctions à la S.N.C.F. pour des motifs divers, par suite de circonstances nées de la guerre ou de l'occupation.

Je vous prie de prendre note que ces agents devront être considérés comme étant restés en service lorsqu'ils rentrent dans l'une des deux catégories ci-après :

1°) Agents mis dans l'impossibilité de travailler parce qu'ils ont été incarcérés par les Autorités Allemandes comme otages, pour motif politique, action de résistance ou motif inconnu, ou parce qu'ils ont été incarcérés ou internés par les Autorités Françaises pour motif politique;

2°) Agents qui font la preuve qu'ils se sont agrégés à des organisations de résistance alors qu'ils avaient dû abandonner leur service pour ne pas aller ou ne pas retourner en Allemagne, éviter une arrestation, etc...

A ces agents, il sera alloué la rémunération qu'ils auraient eue s'ils étaient restés en service, y compris notamment les différentes allocations et primes exceptionnelles (allocations de mai et août 1944, prime de libération), la prime normale de fin d'année ainsi que la valeur moyenne des différentes primes afférentes à leur fonction. De cette rémunération seront déduites, le cas échéant, les sommes allouées par la S.N.C.F. sous forme de secours.

Les agents du cadre permanent qui se seraient fait réembaucher dans un autre Etablissement de la S.N.C.F. en qualité d'auxiliaires (quelquefois sous un nom différent de leur nom propre) bénéficieront du rappel de solde égal à la différence entre la rémunération qu'ils auraient perçue comme agents du cadre et celle qu'ils ont perçue comme auxiliaires.

Les agents qui ont abandonné leur service pour des faits sans corrélation avec l'occupation ennemie ne bénéficieront pas de ce rappel de solde.

Il en sera de même de ceux qui, ayant dû quitter leur service pour échapper à l'ennemi (agents recherchés par la Gestapo, réfractaires, ne peuvent pas faire la preuve qu'ils ont été incorporés à des organisations actives de Résistance. Toutefois ces agents pourront obtenir, avec effet rétroactif, des allocations familiales (allocations familiales du Code de la Famille, allocation de salaire unique, allocations sentimentales, allocation prénatale, allocation à la première naissance), condition de déclarer sur l'honneur que ni eux, ni leur femme, ni la personne ayant eu la garde des enfants n'ont bénéficié de ces allocations pendant le temps où ils ont cessé leur service à la S.N.C.F.

A Monsieur le Chef du Service des Retraites.

Les agents incarcérés par les autorités allemandes comme otages, pour des motifs politiques, ou pour des motifs inconnus, recevront, à leur retour, le rappel de solde, déduction faite des sommes versées par la S.N.C.F. pendant leur incarcération. La famille des agents qui seraient décédés ou auraient été fusillés pendant leur incarcération ou leur déportation en accordera ce rappel de solde pour la période comprise entre l'arrestation et le décès.

o  
o o

Tous les agents reprenant leur service bénéficieront, pour l'exercice au cours duquel ils reprendront leur service, d'un congé calculé au prorata de leur temps de service effectif dans l'exercice.

Les sommes correspondant aux cotisations pour la retraite (retenue 1/24 au traitement d'affiliation, 1/12 d'augmentation) seront versées à la Caisse des Retraites.

Les retenues pour la Caisse de Prévoyance seront déduites des rappels à verser sauf dans les cas où, en raison de la situation administrative dans laquelle les agents ont été placés, la famille ne pouvait pas continuer à prétendre aux prestations de la Caisse.

En ce qui concerne les impôts cédulaires, les rappels devront être considérés comme des salaires de l'année au cours de laquelle ils sont payés. Les impôts seront, en conséquence, calculés au taux en vigueur lors du paiement, compte tenu de la situation de famille au 1er janvier considéré et on indiquera à part, lors de la déclaration au fisc, le montant brut du rappel payé, les périodes auxquelles il se rapporte et le montant de l'impôt perçu.

Je vous prie de donner les instructions utiles pour que les rappels de solde soient versés rapidement aux intéressés.

Le Directeur,

Les agents encore incarcérés par les Autorités allemandes pour les motifs indiqués au 1° ci-dessus recevront à leur retour le rappel de solde correspondant à la rémunération qu'ils auraient eue s'ils étaient restés en service, déduction faite des sommes versées par la S.N.C.F. pendant leur incarcération. A la famille des agents qui seraient décédés ou auraient été fusillés pendant leur incarcération ou leur déportation, on accordera ce rappel de solde pour la période comprise entre l'arrestation et le décès.

Ft.Vx.  
SERVICE CENTRAL  
du PERSONNEL

Paris, le 3 Avril 1945.

1ère Division.

Messieurs les Directeurs des Régions,

Pd.217

Vous avez pu être amené, sur la proposition de la Commission d'amnistie instituée en vertu des dispositions de la note P.1221 du 26 octobre 1944, à prononcer la réintégration d'agents révoqués ou rayés des cadres qui, ayant atteint l'âge de 55 ans, sont titulaires d'une pension différée arrivée à jouissance.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que la pension des agents en cause doit être annulée.

Il ne sera pas fait reprise des arrérages que ceux-ci ont touchés pendant leur période d'éviction de la S.N.C.F. et leur montant devra être porté par vos soins au crédit de la Caisse des Retraites qui en a assuré le versement.

Mais la Caisse des Retraites devant être créditée du montant de ces arrérages, vous aurez à en faire le versement à cette Caisse en imputant cette somme au débit de votre compte d'Exploitation.

LE DIRECTEUR,  
Le Chef de la Division Centrale  
de l'Administration du Personnel,

Copie à M. le Chef du Service des RETRAITES.

Ft.Vx.  
SERVICE CENTRAL  
du PERSONNEL

Paris, le 3 Avril 1945.

1ère Division.

Messieurs les Directeurs des Régions,

Pd.217

Vous avez pu être amené, sur la proposition de la Commission d'amnistie instituée en vertu des dispositions de la note P.1221 du 26 octobre 1944, à prononcer la réintégration d'agents révoqués ou rayés des cadres qui, ayant atteint l'âge de 55 ans, sont titulaires d'une pension différée arrivée à jouissance.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que la pension des agents en cause doit être annulée.

Il ne sera pas fait reprise des arrérages que ceux-ci ont touchés pendant leur période d'éviction de la S.N.C.F. et leur montant devra être porté par vos soins au crédit de la Caisse des Retraites qui en a assuré le versement.

Mais la Caisse des Retraites devant être créditée du montant de ces arrérages, vous aurez à en faire le versement à cette Caisse en imputant cette somme au débit de votre compte d'Exploitation.

LE DIRECTEUR,  
Le Chef de la Division Centrale  
de l'Administration du Personnel,

Copie à M. le Chef du Service des RETRAITES.



SERVICE CENTRAL  
DU PERSONNEL

PARIS, le 20 avril 1945.

1ère Division

N/Rét. PA 323

Messieurs les Directeurs des Régions,

La question a été posée de savoir comment les agents détachés hors de leur résidence pourront prendre part aux prochaines élections.

Ils pourront le faire en appliquant la procédure instituée par l'ordonnance du 18 décembre 1944 dont copie ci-dessous.

Le Directeur,  
Le Chef de la Division Centrale  
du Personnel

ORDONNANCE du 18 DECEMBRE 1944  
TENDANT : ORGANISER le VOTE par CORRESPONDANCE des REFUGIES

Art. 1er. - Le droit de vote des citoyens français qui ont quitté leur résidence habituelle du fait des événements de guerre et ne l'ont pas regagnée à la date du scrutin s'exerce, pour les élections de l'année 1945, dans les conditions ci-après.

Art. 2. - Dès la publication de l'acte convoquant les électeurs de la commune où ils sont inscrits, les citoyens visés à l'article précédent demandent par lettre recommandée, au maire de ladite commune, leur carte électorale.

Cet envoi leur est fait sans délai par lettre recommandée et comprend, outre la carte électorale, une enveloppe électorale destinée à recevoir le bulletin de l'intéressé.

Art. 3. - Pour la transmission de leur suffrage, les électeurs placent leur bulletin de vote sous l'enveloppe électorale que leur a fait parvenir le maire. Ils insèrent cette enveloppe et leur carte électorale dans une deuxième enveloppe portant la mention "élections" qu'ils adressent par lettre recommandée au maire de la commune où ils sont inscrits.

Art. 4. - Les plis, conservés par le bureau de poste destinataire jusqu'au jour du scrutin inclus, sont apportés par un agent des postes dans la salle même du vote après le commencement des opérations. Ils sont remis au président du bureau, qui en donne décharge d'après la forme employée usuellement pour les lettres recommandées.

Le président ouvre chaque pli, donne publiquement connaissance au bureau de la carte électorale qu'il contient et, après émargement, met aussitôt dans l'urne, pour être dépouillée avec les autres, l'enveloppe renfermant le bulletin.

...

Art. 5. - Chaque carte électorale est renvoyée par le maire, sous pli recommandé, dès le lendemain des opérations à son titulaire.

Art. 6. - Les plis qui parviennent au bureau de poste après que les opérations du scrutin sont terminées sont remis au maire. Ils sont décachetés en présence des membres du bureau; les cartes électorales en sont retirées pour être renvoyées à leurs titulaires, ainsi qu'il est indiqué à l'article précédent, et les enveloppes électorales, l'où le bulletin qu'elles contiennent ne doit pas être extrait, sont incinérées. Il est dressé procès-verbal de cette opération.

Art. 7. - Les différents envois, par lettres recommandées prévus aux articles précédents sont faits en franchise. La charge résultant de l'exécution du présent article sera supportée par le budget du ministère de l'intérieur.

.....

Fait à Paris, le 18 décembre 1944

C. de Gaulle.

Service Central  
de Contrôle

Paris, le 26 avril 1945

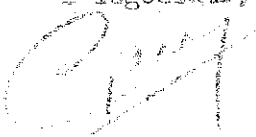
Monsieur le Directeur

Messieurs les Directeurs des Régions,  
Messieurs les Directeurs des Services Centraux,

Bureau : BJ 344

Avec l'honneur de vous adresser ci-dessous, à titre d'instruction, une circulaire du Service du Contentieux, sur l'application du § 2 de l'article 51 de la Convention collective prévoyant la révocation de plein droit pour certaines condamnations.

En la Directeur,  
l'ingénieur,



MINISTRE NATIONAL  
des  
FINANCES des PAYS FRANÇAIS

Paris, le 30 janvier 1945

Service du Contentieux

Monsieur le Chef de la Division Centrale  
de Service du Personnel

Bureau : BJ  
N° 1402

Tout aura bien voulu se consulter sur le sens exact qu'il convenait de donner au § 2 de l'article 51 de la Convention collective prévoyant la révocation de plein droit pour certaines condamnations pour crimes et délits contre la sûreté de l'Etat et pour infraction aux lois réprimant les crimes antinationaux.

Avec l'honneur de vous faire connaître ce qui suit :

Il est entendu, en ce qui concerne les crimes et délits contre la sûreté de l'Etat, cette expression a un sens bien défini. Elle concerne les faits prévus par le chapitre premier du titre 1<sup>er</sup> du Livre III du Code Pénal. Toute qualification criminelle devant s'entendre restrictivement, il convient de ne l'appliquer qu'aux infractions contenues dans ce chapitre, en tenant compte des modifications que lui ont fait subir une série de lois postérieures, essentiellement celui du 21 juillet 1939.

Lors même si une condamnation entraîne l'application de l'article 55 de la Convention collective, il suffira donc de se reporter aux motifs du jugement. S'il vise les articles 75 à 108 inclusivement du Code Pénal, mais à condition qu'il les vise formellement, c'est qu'il s'agit bien d'un crime ou délit contre la sûreté de l'Etat.

Il suffit donc d'énumérer les infractions prévues par ces articles. Elles se divisent en deux groupes à l'intérieur desquels elles se répartissent en catégories :

## 1<sup>er</sup> GROUPE

Le premier groupe forme la section première du Chapitre 1<sup>er</sup> : ce sont les crimes et délits contre la sûreté extérieure de l'Etat (art. 75 à 85 inclus).

S'y rattachent les "menées antinationales" prévues par le 2 de l'article 85 de la Convention collective.

On peut ranger les crimes et délits contre la sûreté extérieure de l'Etat en 4 catégories : trahison, espionnage, atteinte à la sûreté extérieure de l'Etat, accompagnement en temps de guerre d'actes de nature à nuire à la défense nationale.

1<sup>o</sup>) - La trahison - C'est l'acte par lequel un Français favorise sciemment les agissements d'une puissance étrangère nuisibles à la France. Ce sont :

- le port d'armes contre la France (art. 75, 1<sup>o</sup>),
- les intelligences avec une puissance étrangère en vue de l'engager à entreprendre des hostilités contre la France ou de lui en fournir les moyens (art. 75, 2<sup>o</sup>),
- la livraison à une puissance étrangère de troupes, d'ouvrages militaires, de territoires ou de matériel français (art. 75, 3<sup>o</sup>),
- la provocation adressée en temps de guerre à des militaires ou des marins pour les inciter à passer au service d'une puissance étrangère (art. 75, 4<sup>o</sup>),
- l'enrôlement pour une puissance en guerre contre la France (art. 75, 5<sup>o</sup> et 6<sup>o</sup>),
- l'intelligence en temps de guerre avec une puissance étrangère (art. 75, 7<sup>o</sup>),
- la livraison à une puissance étrangère d'un secret de défense nationale (art. 75, 8<sup>o</sup>),
- la destruction ou le sabotage d'un matériel employé pour la défense nationale (art. 75, 9<sup>o</sup>),
- la participation en temps de guerre à une entreprise de démoralisation de l'armée ou de la nation (art. 75, 10<sup>o</sup> mod. décret 9 avril 1940).

### 2<sup>o</sup>) - L'espionnage.

Aux termes de l'article 77 Code pénal, cette infraction est le fait, pour un étranger, d'accomplir l'un des actes suivants :

- intelligence avec une puissance étrangère dans le but de lui faire entreprendre des hostilités contre la France ou de lui en fournir les moyens,
- livraison de troupes, territoires, villes, etc...
- débauchage de militaires ou de marins,
- recrutement pour une puissance étrangère,
- intelligence avec l'ennemi pour favoriser ses entreprises,
- livraison de secrets de défense nationale,
- destruction ou sabotage d'un matériel employé pour la défense nationale,
- participation à une entreprise de démoralisation de l'armée ou de la nation.

Les faits visés à l'article 77, hormis le port d'armes contre la France, sont tous exactement les mêmes que ceux visés aux articles 75 et 76 auxquels l'article 77 rattaché expressément.

La distinction entre la trahison et l'espionnage n'est donc plus fondée sur le mobile poursuivi par l'auteur de l'infraction, comme sous le régime de la loi du 25 janvier 1934, réprimant les faits d'espionnage, mais sur la nationalité de ce dernier.

### 3° - Les atteintes à la sûreté extérieure de l'état

Sous cette rubrique, les articles 71 à 83 rangent en matière de crimes d'atteintes sans distinguer s'ils sont commis par un Français ou un étranger, et sans rechercher s'ils ont pour but de favoriser une puissance étrangère. Ce sont :

- les actes de nature à exposer la France à une déclaration de guerre ou les Français à subir des représailles (art. 71, 1°, 2°);
- l'enrôlement des soldats en temps de paix pour une puissance étrangère (art. 79, 2°);
- la correspondance et le commerce avec l'ennemi en temps de guerre (art. 73, 4° et 5°);
- l'atteinte à l'intégrité du territoire (art. 80, 1°);
- l'intelligence avec les agents d'une puissance étrangère lorsqu'elle a pour objet ou pour effet de nuire à la situation militaire ou diplomatique de la France (art. 80, 2°);
- le fait de s'introduire sous un déguisement en certains lieux d'organiser une correspondance occulte, de survoler le territoire national, de faire des dessins ou de prendre des photographies ou même de séjourner dans les zones de protection des ouvrages militaires (art. 82);
- les atteintes au secret de la défense nationale (art. 83).

### 4° - Les actes nuisibles à la défense nationale.

Le décret du 3 novembre 1939 a introduit ce texte de rédaction extrêmement lâche dans l'article 83, al. 3 du Code Pénal.

Il permet d'atteindre toutes sortes de faits, dès lors qu'ils sont jugés nuisibles à la défense nationale en temps de guerre et qu'ils ne sont pas punis exactement par les autres articles ou même lorsque l'on juge équitable de leur appliquer des peines moins sévères.

Une Ordonnance d'Alger du 31 janvier 1944, sur l'urgence pour les crimes et délits des peines de l'article 83, la dénonciation des faits de collaboration avec la lutte contre l'Allemagne, réserve faite du cas où elles pourraient tomber sous le coup de qualifications plus graves, c'est-à-dire si ces faits ont pour but de favoriser les entreprises de l'ennemi et constituer une atteinte à la sûreté de l'état.

Enfin, l'article 85, 3°, punissant le recel d'objets ou instruments ayant servi à commettre l'infraction ou des objets matériels ou documents obtenus grâce à elle. Un 4° paragraphe, ajouté par une Ordonnance du 4 décembre 1944 (J.O. du 5), porte la destruction ou le recel des documents publics ou privés relative aux crimes ou délits contre la sûreté extérieure de l'état.

Les articles 103 et 104 obligent à révéler les faits de trahison et d'espionnage et même la simple connaissance des activités nuisibles à la défense nationale.

Les Ordonnances réprimant les faits de collaboration n'ajoutent rien à la liste d'infractions. Elles se bornent à instituer une procédure spéciale et à préciser que la législation du Gouvernement de Vichy doit être considérée comme applicable à l'égard de ces faits. Les actes dits de collaboration sont punis en vertu du Code du Code pénal (Ordonnances du 1 octobre 1943 et du 22 novembre 1943).



Le décret du 26 décembre 1944 précité dispose que l'indignité nationale entraîne la déstitution des condamnés qui, lorsque les fonctions qu'ils occupent dans les entreprises économiques, sont celles d'administrateur, de directeur ou de secrétaire général, ou enfin, quand il s'agit de fonctions réservées à la nomination du Gouvernement dans les entreprises d'intérêt général, les autres agents ou fonctionnaires frappés d'indignité n'encourent pas la déstitution.

Mais l'article 55 de la Convention Collective prévoit à côté de la révocation pour condamnation pour atteinte à la sûreté de l'Etat, la révocation pour condamnation « raison de crimes internationaux ». Ce second motif rendrait en plus guère rencontrer l'application depuis que le décret du 29 juillet 1939 et les textes postérieurs ont élargi les textes du Code Pénal à un point tel qu'il semble difficile de ne pas faire rentrer tout acte international. On pourrait envisager les campagnes de désarmement de la colonisation ou de l'influence française punies par des décrets coloniaux.

Pourrait-on également appliquer l'article 55 à des individus condamnés à l'indignité nationale comme coupables de crimes internationaux ?

Il ne le semble pas.

En effet, l'Ordonnance du 26 décembre 1944 précitée dispose que l'indignité nationale n'entraîne la déstitution des condamnés que lorsque les fonctions qu'ils occupent dans les entreprises économiques, sont celles d'administrateur, de directeur ou de secrétaire général, ou enfin, quand il s'agit de fonctions réservées à la nomination du Gouvernement dans les entreprises d'intérêt général. Les autres agents ou fonctionnaires frappés d'indignité n'encourent pas la déstitution.

Le texte spécial doit prévaloir sur l'article 55 de la Convention collective. Sans quoi, la limitation prévue par l'Ordonnance serait dépourvue d'utilité.

Paul GONNIN -

Le second groupe est constitué par les crimes ou délits contre la sûreté intérieure de l'Etat. (3<sup>ème</sup> II du Chap. 1<sup>er</sup> du Tit. 1<sup>er</sup> du Livre III, Code Pénal).

1 - L'attentat à la vie du Président de la République n'est plus considéré comme un attentat à la sûreté intérieure de l'Etat. C'est un crime ordinaire d'assassinat.

Ce crime n'est plus un délit contre la sûreté intérieure de l'Etat, l'effraction au Président de la République punie par la loi du 29 juillet 1888 qui visait par cette dénomination.

2 - L'attentat contre la forme du Gouvernement.

Le crime contre la forme du Gouvernement (art. 81) est également puni par le Code pénal comme attentat à la sûreté intérieure de l'Etat.

Une loi du 23 avril 1922 (art. 29 du Code Pénal, dernier alinéa) se borne à punir les auteurs d'une proposition de loi ou d'un projet de loi.

C - Les crimes et délits contre la paix publique.

1°) les agissements pouvant conduire à la guerre civile.

a) - les attentats dont le but serait, soit d'exciter à la guerre civile en armant ou en portant les citoyens ou habitants à s'armer les uns contre les autres, soit de porter la dévastation, le massacre et le pillage dans une ou plusieurs communes (art. 91).

Comme pour les attentats contre la forme du Gouvernement, les complots sont punissables.

b) - le fait de lever des troupes, d'enrôler des soldats, de leur fournir des armes ou munitions sans autorisation du pouvoir légitime (art. 92).

2°) - L'emploi illégal de la force armée.

a) - la prise sans droit ni motif légitime d'un commandement militaire (art. 93).

b) - le fait pour un détenteur de la force publique de s'opposer au recrutement militaire (art. 94).

3°) - Les destructions par incendies ou explosions de mines, édifices, magasins, arsenaux, vaisseaux ou autres propriétés de l'Etat (art. 95).

4°) - Le fait de diriger, d'armer, de ravitailler des bandes armées formées soit pour envahir des domaines ou propriétés publiques, places, villes, forteresses, postes, magasins, arsenaux, ports, vaisseaux ou bâtiments appartenant à l'Etat, soit pour piller ou partager des propriétés publiques ou nationales, ou celle d'une généralité de citoyens, soit pour faire attaque ou résistance envers la force publique agissant contre les auteurs de ces crimes (art. 96 et 97).

Sont également punis, les simples membres de ces bandes (art. 98 et 100) ou ceux qui leur ont fourni des logements, des lieux de réunion ou de retraite.

Ainsi se clôt cette énumération. Comme dans le cas des atteintes à la sûreté extérieure de l'Etat et pour la même raison, elle est restrictive. On ne saurait donc faire entrer dans la catégorie des crimes et délits contre la sûreté intérieure de l'Etat des infractions, logiquement très voisines, mais auxquelles la loi n'a pas donné cette qualification : telles que les infractions à la législation des attroupements, réunions, associations et à la législation sur la détention et le port d'armes prohibé.

Le Chef du Contentieux,

Signé : AURENGE.

Mt.2

Paris, le 19 Mai 1945.

LE DIRECTEUR GENERAL

Messieurs les Directeurs des Régions  
Messieurs les Directeurs des Services A et F,

1/Réf. Pd 475

DKHIO/13

L'Article 55 de la Convention Collective du personnel du cadre permanent prévoit que les condamnations sans grâces pour menées antinationales entraînent la révocation de plein droit.

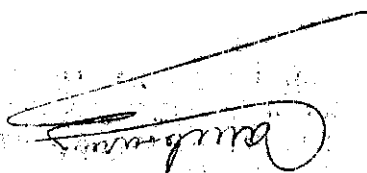
J'ai l'honneur de vous faire connaître que ces dispositions sont applicables dans les conditions indiquées ci-après en cas de condamnation à la dégradation nationale.

La condamnation à la dégradation nationale à vie entraîne automatiquement, pour les agents commissionnés la révocation, et pour les agents non commissionnés le licenciement.

La condamnation à la dégradation nationale à temps entraînera de même automatiquement le licenciement des agents non commissionnés.

En ce qui concerne les agents commissionnés condamnés à la dégradation nationale à temps, leur cas sera soumis par décision au Ministre des Travaux Publics et des Transports, avec l'avis de la S.N.C.F. au sujet de la sanction administrative à prononcer à

...



Le Directeur du Service Central F,  
PR LE DIRECTEUR GENERAL,

Chaque dossier devra comporter l'extrait du jugement et indiquer en outre :

- La manière de servir de l'agent et sa situation de famille,
- autant que possible, les motifs détaillés de la condamnation si ceux-ci ne sont pas énumérés explicitement dans le jugement,
- si l'agent continue son service ou est suspendu,
- si le maintien (ou la remise) en service de l'agent paraît devoir donner lieu à des protestations de la part de ses camarades de travail,
- + votre avis quant à la punition à infliger.

Vous voudrez bien d'autre part signaler au Service Central du Personnel, au fur et à mesure qu'ils se présenteront, les cas des agents dont vous aurez prononcé d'office la révocation ou le licenciement en vertu des dispositions ci-dessus.

Le Directeur du Service Central F,  
PR LE DIRECTEUR GENERAL,

Je vous prie d'adresser au Service Central du Personnel le dossier des agents commissionnés de votre Région qui ont été ou seraient à être à l'avenir condamnés à la dégradation nationale à temps.

Afin de me permettre de faire au Ministre toutes propositions utiles, je vous prie d'adresser au Service Central du Personnel le dossier des agents commissionnés de votre Région qui ont été ou seraient à être à l'avenir condamnés à la dégradation nationale à temps.

leur égard.

leur égard.

Afin de me permettre de faire au Ministre toutes propositions utiles, je vous prie d'adresser au Service Central du Personnel le dossier des agents commissionnés de votre Région qui ont été ou vendraient à être à l'avenir condamnés à la dégradation nationale à temps.

Chaque dossier devra comporter l'extrait du jugement et indiquer en outre :

- la manière de servir de l'agent et sa situation de famille,
- autant que possible, les motifs détaillés de la condamnation si ceux-ci ne sont pas énumérés explicitement dans le jugement,
- si l'agent continue son service ou est suspendu,
- si le maintien (ou la remise) en service de l'agent paraît devoir donner lieu à des protestations de la part de ses camarades de travail,
- votre avis quant à la punition à infliger.

Vous voudrez bien d'autre part signaler au Service Central du Personnel, au fur et à mesure qu'ils se présenteront, les cas des agents dont vous aurez prononcé d'office la révocation ou le licenciement en vertu des dispositions ci-dessus.

Pr LE DIRECTEUR GENERAL,  
Le Directeur du Service Central P,

*Carbunier*

L'article 55 de la Convention collective du personnel du cadre permanent prévoit que les condamnations sans sursis pour me-  
nées antinationales entraînent la révocation de plein droit.  
J'ai l'honneur de vous faire connaître que ces dispositions  
sont applicables dans les conditions indiquées ci-après en cas de  
condamnation à la dégradation nationale.  
La condamnation à la dégradation nationale à vie entraîne  
automatiquement, pour les agents commissionnés la révocation, et  
pour les agents non commissionnés le licenciement.  
La condamnation à la dégradation nationale à temps entraîne  
neste de même automatiquement le licenciement des agents non commis-  
sionnés.  
En ce qui concerne les agents commissionnés condamnés à  
la dégradation nationale à temps, leur cas sera soumis par décision  
au Ministre des Travaux Publics et des Transports, avec l'avis de  
la S.M.C.F. au sujet de la sanction administrative à prononcer à

Messieurs les Directeurs des Régions  
Messieurs les Directeurs des Services A et B,

Paris, le 19 Mai 1945.

LE DIRECTEUR GENERAL

Mt.2

I/Réf. Pa 475

DMH10/13



Mt.2

SERVICE CENTRAL  
DU PERSONNEL

---  
1ère Division

---  
N/Réf. Pd

N O T E

Les agents du Service Central du Personnel qui ont déposé, en vue de l'échange des billets de banque à la Caisse Générale, pourront procéder au retrait du reliquat des sommes qui leur restent dues, le Jeudi 21 Juin, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h, au guichet de la Caisse Générale (guichet placé à l'entrée du hall de la Salle des Titres).

Les intéressés devront être munis :

- de leur carte d'identité,
- du récépissé qui leur a été délivré lorsqu'ils ont effectué leur versement,
- et/s'ils ont effectué l'opération pour le compte d'une tierce personne, de la carte d'alimentation de cette personne.

Paris, le 19 juin 1945  
L'Ingénieur en Chef,

Mt.2

SERVICE CENTRAL  
DU PERSONNEL

---  
1ère Division

---  
N/Réf. Pd

N O T E

Les agents du Service Central du Personnel qui ont déposé, en vue de l'échange des billets de banque à la Caisse Générale, pourront procéder au retrait du reliquat des sommes qui leur restent dues, le Jeudi 21 Juin, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h, au guichet de la Caisse Générale (guichet placé à l'entrée du hall de la Salle des Titres).

Les intéressés devront être munis :

- de leur carte d'identité,
- du récépissé qui leur a été délivré lorsqu'ils ont effectué leur versement,
- et/s'ils ont effectué l'opération pour le compte d'une tierce personne, de la carte d'alimentation de cette personne.

Paris, le 19 juin 1945  
L'Ingénieur en Chef,

## Note

Les ag. du service Central du Personnel qui ont disposé, en vue de l'échange, des billets de banque à la Caisse Générale, pourront procéder au retrait du reliquat des sommes qui leur restent dues, le Jeudi 21 Juin, de 9<sup>h</sup> à 12<sup>h</sup> et de 13<sup>h</sup> 30 à 16<sup>h</sup>, au guichet de la Caisse Générale (guichet placé à l'entrée du hall de la Salle des Tribes) -

Les antécédents devront être

remis :

- de leur carte d'identité
- un récépissé qui leur a été délivré lorsqu'ils ont effectué leur versement;
- et, s'ils ont effectué l'opération pour le compte d'une tierce personne, de la carte d'alimentation de cette personne.

Paris, le 18 Juin 1941  
L'Ingénieur en Chef

note écrite  
à H. les  
chefs de  
le 1<sup>er</sup> D.  
et à le  
2<sup>e</sup> D. (504)

~~urgent~~

SERVICE CENTRAL  
DU PERSONNEL

N O T E

1ère Division

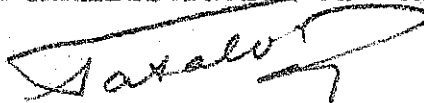
N/Réf. Pa

Les agents du Service Central du Personnel qui ont déposé, en vue de l'échange des billets de banque à la Caisse Générale, pourront procéder au retrait du reliquat des sommes qui leur restent dues, le Jeudi 21 Juin, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h, au guichet de la Caisse Générale (guichet placé à l'entrée du hall de la Salle des Titres).

Les intéressés devront être munis :

- de leur carte d'identité,
- du récépissé qui leur a été délivré lorsqu'ils ont effectué leur versement,
- et, s'ils ont effectué l'opération pour le compte d'une tierce personne, de la carte d'alimentation de cette personne.

Paris, le 19 juin 1945  
L'Ingénieur en Chef,  
Chef de la Division Centrale  
de l'Administration du Personnel,



Mt.2

SERVICE CENTRAL  
DU PERSONNEL

1ère Division

N O T E

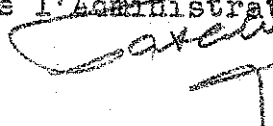
N/Réf. Pa

Les agents du Service Central du Personnel qui ont déposé, en vue de l'échange des billets de banque à la Caisse Générale, pourront procéder au retrait du reliquat des sommes qui leur restent dues, le Jeudi 21 Juin, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h, au guichet de la Caisse Générale (guichet placé à l'entrée du hall de la Salle des Titres).

Les intéressés devront être munis :

- de leur carte d'identité,
- du récépissé qui leur a été délivré lorsqu'ils ont effectué leur versement,
- et, s'ils ont effectué l'opération pour le compte d'une tierce personne, de la carte d'alimentation de cette personne.

Paris, le 19 juin 1945  
L'Ingénieur en Chef,  
Chef de la Division Centrale  
de l'Administration du Personnel,



Paris, le 20 octobre 1945

SERVICE CENTRAL  
DU PERSONNEL

1ère Division

N/Réf. Pd- 1403

Messieurs les Directeurs des Régions  
Messieurs les Directeurs des Services Centraux

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint copie d'une Note  
qui sera publiée prochainement dans la Revue "Notre Militaire" et qui  
concerne le remplacement des diplômes de la Médaille d'Honneur  
établis sur papier à en-tête de l'Etat Français.

-155-

Les diplômes dont le remplacement sera demandé seront adressés  
au Ministère des Travaux Publics :

- par les soins des Directeurs des Régions, pour ce qui concerne  
les agents des Régions.

NOTER à Monsieur le Chef du détachement d'occupation en Allemagne  
et en Autriche.

Le Directeur

Les copies de lettres envoyées aux services centraux  
sont envoyées aux services centraux des services centraux.

NOTE

à insérer dans la Revue des Médailles d'Honneur

Les agents à qui la Médaille d'Honneur a été décernée entre juillet 1940 et juillet 1944 ont reçu un diplôme établi à l'annexe de l'annexe 12.9.1.

Certains des intéressés ayant écrit le 10-11-44 pour demander ce diplôme par un autre établi sur papier à l'en-tête de la "Médaille d'Honneur", la S.H.C.F. a demandé au Directeur des Services Régionaux d'étudier la possibilité de remplacer les diplômes établis entre juillet 1940 et juillet 1944.

Le Ministère vient de leur faire connaître qu'il n'est pas possible d'adopter une autre forme de diplôme en raison de la dépense qu'elle entraînerait. Les intéressés devront donc attendre le 15 novembre au plus tard pour leur demande au Directeur de leur Région, par la voie hiérarchique, et pour le 15 novembre au plus tard; ils auront à joindre à cette demande le diplôme dont ils avaient le dépôt.

Les agents qui, titulaires d'un diplôme de la Médaille d'Honneur, ont été affectés à l'étranger, devront donc adresser leur demande au Directeur de leur Région, par la voie hiérarchique, et pour le 15 novembre au plus tard; ils auront à joindre à cette demande le diplôme dont ils avaient le dépôt.



Gy.8

SERVICE CENTRAL  
DU PERSONNEL

PARIS, le 12 Novembre 1945

P.VII

1ère Division

N/Réf. Pd 1522

---  
- OBJET -  
Epuration  
Administrative

Messieurs les Directeurs des Services Centraux  
Messieurs les Directeurs des Régions,  
Monsieur le Chef du Détachement d'Occupation en Allemagne  
Monsieur le Chef du Détachement d'Occupation en Autriche

Par lettre P 1291 du 22 Novembre 1944, je vous ai indiqué notamment les mesures à prendre à l'égard des agents qui, après avoir été suspendus par le Ministre des Travaux Publics et des Transports, se voient infliger une sanction inférieure à celles qui sont énumérées dans l'Ordonnance du 27 Juin 1944. Il était prévu que non seulement la rémunération des intéressés serait intégralement rétablie pendant la durée de leur suspension, mais que celle-ci n'entraînerait pas réduction de leur congé annuel ni de leur prime de fin d'année.

Il vient d'être décidé que dans tous les cas où le dossier de l'affaire n'a pas été classé sans suites la période de suspension entraînera réduction de la prime de fin d'année et du congé annuel, dans les conditions prévues au règlement du Personnel -(annexe III du Fascicule II)-pour les absences du type 8.

La réduction de prime s'ajoutera, le cas échéant, à celle infligée à titre de sanction.

Cette mesure n'aura pas d'effet rétroactif à l'égard des agents à qui leur sanction a déjà été notifiée à la date de réception de la présente lettre.

Pour ceux qui, devant par application de ces nouvelles dispositions subir une réduction de congé annuel, auront déjà pris une partie ou la totalité de ce congé, il ne sera pas fait reprise des jours de congé qu'ils auront pu avoir pris en trop.

Je vous rappelle que, ainsi que j'ai précisé ma lettre I467 du 15 février 1945, la période de suspension est limitée à un maximum de 3 mois si l'agent n'a pas fait l'objet d'une mesure de licenciement. La période de suspension prise en compte dans le calcul de la réduction de la prime de fin d'année et du congé est donc limitée à 3 mois.

Le Directeur,



AVIS A INSERER DANS LA REVUE "NOTRE METIER"  
-----

La S.N.C.F. a pris, au faveur de son personnel, les dispositions suivantes:

a) avec effet du 1er janvier 1946:

Intervention dans le décompte des services valables pour la retraite, moyennant versement des retenues correspondantes, des années de service militaire accompli pendant la guerre 1914-1918 au delà du service normal dû par la classe d'âge:

- pour les agents des classes 1911 et postérieures qui n'ont pas demandé leur admission au Chemin de fer dans les 6 mois suivant leur démobilisation (1)
- pour les agents des classes antérieures à la classe 1911 qui n'ont pas demandé leur admission au Chemin de fer d'une part dans les 6 mois ayant suivi leur libération du service militaire normal et d'autre part dans les 6 mois ayant suivi leur démobilisation (1).

Attribution de bonifications d'ancienneté dans le traitement correspondant aux années valorisées pour la retraite et n'ayant pas déjà été prises en compte dans la détermination du traitement.

b) avec effet du 1er janvier 1946:

Application des mesures ci-dessus aux agents anciens combattants de la guerre 1914-1918 ayant contracté un engagement ou un rengagement: la bonification comptant pour la retraite doit partir - non, comme antérieurement, de l'expiration de leur engagement ou de leur rengagement - mais de la date à laquelle ils ont accompli un temps de service militaire égal à la durée du service normal dû par leur classe d'âge.

c) avec effet du 1er janvier 1946:

Prise en compte, pour l'attribution des avantages prévus au § a, du temps de mobilisation en usine, sous réserve qu'il ait été procédé ou suivi d'une période passée dans une unité combattante.

d) avec effet du 1er janvier 1947:

Intervention, à titre gratuit, dans le décompte des services valables pour la retraite, du temps de service militaire effectivement accompli au titre du service normal dû par la classe d'âge de l'intéressé.

.../

-----  
(1) Les agents qui avaient présenté leur demande d'admission au Chemin de Fer dans ce délai ont déjà bénéficié de cette mesure en vertu de règles anciennes; il n'a donc été fait rien de nouveau pour eux.

e) avec effet du 1er février 1947:

Attribution des bonifications d'ancienneté dans le traitement correspondant au temps de service militaire effectivement accompli au titre du service normal dû par leur classe d'âge, aux agents en activité au 1er février 1947, admis au Chemin de Fer avant leur appel sous les drapeaux.

La S.N.C.F. va procéder, de sa propre initiative, à la mise en application des mesures ci-dessus dans tous les cas où elle est en mesure de le faire.

Mais il existe des cas dans lesquels les Services n'ont pas la possibilité de retrouver eux-mêmes, sans effectuer des recherches extrêmement longues et, par suite, sans courir le risque d'omissions nombreuses, les agents ou anciens agents à qui les mesures en question sont applicables: il appartient donc aux intéressés d'en solliciter eux-mêmes et par écrit le bénéfice.

Devront ainsi formuler une demande écrite les agents, anciens agents ou ayants droit visés dans le tableau ci-dessous, la demande devant être adressée:

- pour ce qui concerne les agents en activité: à leur Service,
- pour ce qui concerne les anciens agents et ayants droit: au Service des Retraites, 11 rue de Château Landon à Paris X°.

	pour bénéficier des mesures visées au § a	pour bénéficier des mesures visées au § b	pour bénéficier des mesures visées au § c	pour bénéficier des mesures visées au § d
Catégories d'agents ou d'anciens agents devant présenter une demande	agents en activité. anciens agents (ou ayants droit) non titulaires d'une pension (1)	agents en activité. agents retraités (ou ayants droit) anciens agents (ou ayants droit) non titulaires d'une pension (1)	agents en activité. agents retraités (ou ayants droit) n'ayant pas encore bénéficié de cet avantage. <i>aucun agent (ou ayant droit non titulaire d'une pension (1))</i>	anciens agents (ou ayants droits) non titulaires d'une pension (1).

- (1) anciens agents non titulaires d'une pension parce que ne comptant pas 15 années d'affiliation au moment de leur départ et à qui l'application des mesures ci-dessus donnerait 15 années d'affiliation et par suite droit à pension. Ayants droit de ces agents si ceux-ci sont décédés.